



**FEDERATION DES AGENCES  
INTERNATIONALES  
POUR LE DEVELOPPEMENT**

**AIDE / :**

**AUTRICHE**

**BELGIQUE**

**BENIN**

**BRESIL**

**BURKINA FASO**

**CAMEROUN**

**CONGO-BRAZZAVILLE**

**ESPAGNE**

**FRANCE**

**INDE**

**R.D.DU CONGO**

**MALI**

**ROYAUME DU MAROC**

**SENEGAL**

**SLOVAQUIE**

**TCHAD**

**TUNISIE**

# L'ATTENUATION DE LA PAUVRETE : INCERTITUDES ET ESPOIRS

**AIDE**

**ORGANISATION NON  
GOUVERNEMENTALE  
D'ACTION HUMANITAIRE  
ET D'AIDE AU  
DEVELOPPEMENT,**

**DOTEE DU STATUT  
CONSULTATIF GENERAL  
PAR LE CONSEIL  
ECONOMIQUE ET SOCIAL  
DES NATIONS UNIES**

**ADRESSE**

**29, rue Traversière  
F.75012 PARIS**

**TEL : 00 33 1 40 19 91 51  
FAX : 00 33 1 43 44 38 40**

## PRÉFACE

Réduire la pauvreté dans le monde, élever le niveau de vie des populations, élargir l'éventail de choix offerts, afin que chacun puisse mener une vie en concordance avec ses aspirations légitimes, tel doit être le souci constant de toute action, de toute politique, l'objectif ultime étant le développement humain.

La marginalisation des pays du Tiers-Monde constitue la tendance la plus inquiétante de la décennie actuelle. La situation socio-économique dans ces pays présente des indications alarmantes.

La pauvreté y reste persistante, et ce en dépit des transformations et mutations radicales qu'a connues l'Humanité ces dernières années.

L'une des ambitions majeures de la présente "revue" est de mettre en relief la nécessaire et impérieuse coopération qu'il doit y avoir à travers le monde pour atténuer la pauvreté, diagnostiquer (même d'une manière sommaire) les graves distorsions qui existent entre le Nord et le Sud.

La fin de la guerre froide nous permet à présent de repenser le cadre dans lequel doit s'inscrire cette coopération.

Si, auparavant, la coopération Nord-Sud se limitait surtout à assurer la sécurité stratégique des États et à véhiculer des idéologies spécifiques, l'action, à présent, doit avoir pour seul objectif la réalisation de la sécurité économique de la population, notamment des pauvres, donc d'atténuer la pauvreté dans le monde.

Nous vivons dans une ère où les progrès scientifiques, médicaux, sociaux et économiques n'ont cessé d'améliorer le bien-être et le confort d'une partie des habitants de notre monde. Pourtant, à l'heure actuelle, des millions de gens vivent encore dans la misère et la pauvreté.

Nous ne prétendons nullement dans ce document présenter une solution miracle au problème de la pauvreté dans le monde.

Les questions relatives à ce phénomène ont toujours été abordées dans le cadre des discussions consacrées aux politiques de développement.

*Il s'agit pour nous de donner une idée "récente" de ce fléau, d'en déterminer les principaux contours afin de contribuer - un tant soit peu - à en atténuer l'intensité.*

Pour l'essentiel, notre foi en un avenir meilleur est certaine. Notre conviction est que, si nous le souhaitons, nous pouvons juguler cette pauvreté, la vaincre à jamais.

A.EL HAKKAoui  
Président

## INTRODUCTION

Dans une allocution, devant la Conférence Internationale du Travail, tenue en juin 1994, le Secrétaire Général des Nations Unies a souligné que :

“ Partout dans le monde, malgré d'incontestables progrès, les problèmes sociaux demeurent lancinants. La pauvreté augmente dans les pays en développement, la montée généralisée du chômage et l'amplification du malaise social ont créé de nouvelles formes de tension qui menacent, de diverses manières, la paix et la sécurité internationales. ”

*(Voir M. BOUTROS GHALI in Magazine "Travail" du Bureau de l'Organisation Internationale du Travail, N°9, Septembre-Octobre 1994, Genève.)*

Dans cette perspective, le premier responsable des Nations-Unies confirme la situation socio-économique alarmante dans le monde et met en garde contre un système qui accepterait l'inacceptable, à savoir vivre dans des sociétés profondément injustes et créatrices d'exclusion. Plus que jamais la communauté internationale interpelle les hommes, partout dans le monde, à jouer leur rôle de solidarité vis-à-vis des peuples pauvres en orientant le processus de développement et en faisant contrepoids aux égoïsmes nationaux.

Car la pauvreté dans le monde s'est très sensiblement aggravée au cours des dernières décennies et tout laisse prévoir qu'elle s'aggravera encore dans les années à venir.

Dans le Tiers-Monde, beaucoup plus qu'ailleurs, en dépit du poids politique auquel ce Tiers-Monde a droit au sein de la collectivité internationale, il n'a pas été possible de concevoir un ordre économique qui lui soit favorable.

L'organisation économique et sociale à l'échelle du monde apparaît comme un énorme échafaudage, dont les niveaux sont interdépendants, dans lesquels les pouvoirs et les responsabilités sont si diversement

répartis, si complètement dilués, que les rapports entre Etats comme entre groupes sociaux ne sont plus qu'un inextricable tissu de complicités. Il est donc impossible de dénoncer un aspect particulier de cette organisation ou un “ responsable ”.

L'impossibilité pour les pays du Tiers-Monde d'accéder à un “ niveau de vie ”, l'impossibilité tout aussi évidente pour les peuples sous développés d'atteindre le stade du “ décollage ” économique entraîneront et entraînent déjà, un peu partout des réactions de refus et de révolte.

La menace du recours à la violence s'accroît avec l'augmentation des dépenses militaires dans plusieurs pays pauvres, alimentées par l'assistance “ militaire ” des pays développés et les subventions aux exportations d'armes. Troubles et instabilités politiques voient le jour, ici et là, à travers ces nations démunies.

***Pour les peuples victimes de la pauvreté, l'objectif présent à atteindre n'est pas de ressembler aux peuples nantis, d'avoir leur niveau de production et de consommation ; le seul objectif immédiat est d'échapper à ce fléau de pauvreté, de chercher la voie du développement.***

Si l'analyse du processus du sous-développement a fait de considérables progrès, depuis quelques années, il faut bien reconnaître que la théorie est assez confuse lorsqu'il s'agit de préciser ce qu'est le “ développement ”.

Le caractère essentiellement relatif de ce dernier est passé sous silence; si bien qu'il est généralement assimilé à l'évolution économique et technique, qui se produit dans les pays riches.

Pour que la théorie, déjà très élaborée sur le sous-développement, puisse enfin déboucher sur une politique concrète de développement, nous vous proposons de répondre dans ce document, à quelques questions apparemment élémentaires et toujours éludées.

\*Ce que sont ses conséquences sur les pays riches ?

\*Ce à quoi l'Humanité tout entière est interpellé pour l'éradication, ou du moins l'atténuation de la pauvreté, à même de consolider la paix dans le monde, ce qui suppose qu'on doive s'attaquer aux inégalités qui exacerbent les tensions sociales et menacent un ordre mondial instable.

Nous ne pouvons cependant, par ce modeste travail, nous substituer aux experts et responsables de l'Économie.

Le Sommet Mondial pour le développement social qui se tiendra en mars 1995 à Copenhague devrait être l'occasion d'instituer des mécanismes internationaux d'analyse et de contrôle des nouvelles situations à l'échelle de la planète.

Il devrait aussi renforcer la coopération en proposant des politiques économiques et sociales intégrées.

C'est naturellement donc aux chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis à Copenhague, que reviendra la responsabilité de formuler des propositions concrètes à cet égard.

D'ores et déjà, il nous revient, quant à nous, de nous sentir mobilisés par ce nouveau projet social.

## PREMIERE PARTIE

### DONNEES CHIFFREES

La Banque Mondiale estimait possible d'atteindre l'objectif de diminuer le nombre de pauvres, de l'ordre de 400 millions, entre 1985 et l'an 2000 et d'arrêter la progression de la pauvreté en Afrique, où elle est la cause d'une grande mortalité.

La décennie actuelle voit malheureusement contrarier cet espoir.

En effet, ces objectifs, louables, mais trop ambitieux, sont loin de pouvoir être réalisés, puisqu'on enregistre que le nombre des pauvres dans le monde augmente pratiquement au même rythme que la population mondiale : il est passé à 1 milliard 200 millions entre 1985 et 1993.

Le seuil de pauvreté absolue est fixé par la Banque Mondiale à 370 dollars (pouvoir d'achat 1985) de revenu par tête et par année.

Certains pays pauvres ont des revenus annuels par habitant de moins de 200 dollars (MOZAMBIQUE, TANZANIE, ÉTHIOPIE, SOMALIE, NEPAL, TCHAD, BHOUTAN etc.).

Le bilan social du monde, en 1993, est négatif et alarmant, et l'accroissement de la pauvreté en est un des éléments les plus marquants.

Parallèlement, les famines ont réapparu, certaines endémies ont resurgi, l'analphabétisme, l'extension du chômage, le sous-emploi sont à présent des phénomènes dont l'ampleur ne cesse de croître.

Les pays industrialisés ne sont pas épargnés par ce fléau.

Aux États-Unis, il existerait 33,6 % de citoyens vivant au dessous du seuil de pauvreté.

En Europe, plus de pauvres aujourd'hui qu'en 1975 : 10 millions seraient dans une situation d'extrême dénuement.

Ils sont estimés à 8 millions en Grande Bretagne, 1 million en Suisse.

## DEUXIEME PARTIE

L'Europe de l'Est compterait au total 200 millions de pauvres.

Le constat que l'on peut faire aujourd'hui sur l'ensemble des pays du Tiers Monde est que les inégalités ne cessent de se creuser et de diviser des populations, des pays, des continents.

Les chiffres nous les révèlent : *les pays industrialisés qui représentent 23 % de la population mondiale contrôlent 85 % du revenu total mondial, l'Afrique n'en contrôle que 1 %.*

*Les niveaux de vie sont totalement différents selon les lieux géographiques. 20 % des habitants les plus riches du monde ont un revenu 150 fois plus élevé que les 20 % les plus pauvres.*

L'espérance de vie qui est de 79 ans au Japon, n'est que de 42 ans en Sierra Leone.

Les conditions sanitaires divergent également.

Il existe un médecin pour 460 habitants en moyenne dans les pays industrialisés.

Au Bangladesh, par exemple, 63 % de la population n'a pas accès aux services de Santé.

Deux tiers de la population des pays en voie de développement vivent dans les zones rurales, où les revenus sont de 25 à 50 % moins élevés que dans les villes.

Le taux de chômage, qui est d'environ 6 à 7 % dans les pays industrialisés, atteint jusqu'à 40 % dans les pays pauvres.

Panorama bien sombre que nous donnent ces chiffres sur la pauvreté dans le monde.

Ainsi, en dépit des progrès considérables que notre siècle a connu, le constat alarmant est là, la situation socio-économique de millions d'individus reste préoccupante et appelle un sursaut mondial pour trouver des solutions qui limiteraient l'extension de ce fléau et amélioreraient le sort de millions de déshérités.

### MECANISME DE LA PAUVRETE

Les explications de la pauvreté sont multiples et sont le résultat de mécanismes complexes.

#### *I - CAUSES MACRO-ECONOMIQUES ET STRUCTURELLES*

L'une des premières causes de la pauvreté réside dans la crise économique mondiale, qui sévit depuis plus d'une dizaine d'années et qui a ralenti la croissance économique de nombreux pays et mené certains autres à des situations sociales parfois dramatiques. En Afrique par exemple, les niveaux de vie sont pratiquement revenus à ce qu'ils étaient dans les années soixante. Dans les pays riches, la montée du chômage, la précarité de l'emploi et l'arrêt de la progression des salaires ont appauvri des milliers de personnes. Les choix de certains pays en matière de stratégie de développement, de politiques monétaires et commerciales ont également contribué à ce que la pauvreté s'étende. Les déséquilibres entre la croissance et la densité potentielle de la population ont déjà conduit à l'instabilité sociale dans de nombreux pays.

Le surendettement des pays en voie de développement pèse directement sur le sort des populations.

Les politiques d'ajustement structurel mises en œuvre à la fin des années soixante-dix et initiées par le F.M.I. et la Banque Mondiale ont produit des dommages importants sur le niveau de vie des populations de nombreux pays. La baisse des revenus, les licenciements, le gel des salaires, l'accroissement du chômage sont autant d'éléments qui ont creusé les inégalités déjà importantes et appauvri un nombre très élevé de personnes.

L'effondrement des économies socialistes en Europe de l'Est a provoqué une aggravation brutale et importante de la pauvreté.

Le chômage y est apparu, l'inflation s'y est accrue et le pouvoir d'achat s'y est fortement réduit.

## **II - CAUSES SOCIALES**

La croissance démographique, traduite durant la précédente décennie par un supplément d'un milliard d'habitants environ, a réduit les gains de la croissance économique par tête et a rendu, dès lors, plus difficile la lutte contre la pauvreté.

Plus de 90 % de cet accroissement démographique a eu lieu dans les pays du Sud qui ont disposé de ressources trop faibles pour l'assumer.

Le chômage a été le principal élément auteur de l'exclusion économique et sociale qu'ont connu des millions de personnes ces dernières années.

Sans revenu, les chômeurs sont exclus du logement et deviennent dépendants des aides publiques. La protection sociale, parfois inexistante dans certains pays du Tiers Monde, exclut des milliers de gens des soins sanitaires et des aides financières qui leur permettraient pourtant de subvenir à leurs besoins essentiels.

*Les réseaux d'entraide traditionnels ont été réduits pour diverses raisons : par la pression démographique, les nouvelles règles de l'économie de marché, la montée de l'individualisme, etc.*

## **III - LE POIDS DE LA DETTE EXTERIEURE**

En février 1988, se tenait à Paris un Colloque sur le problème de l'endettement et portait ce titre :

“ La dette, catastrophe ou mutation ? ”

Les problèmes d'endettement des pays pauvres sont profondément enracinés dans l'Histoire du dernier quart de siècle et ne pourront être résorbés que sur le long terme.

*Comme toute crise, celle de la dette a joué un rôle révélateur.*

*Elle invite à une réflexion critique et conduit à s'interroger sur la nature et les*

*implications des transformations à l'œuvre dans l'Économie mondiale ainsi que sur les conséquences en matière de développement dans les pays du Tiers Monde.* Depuis le début des années quatre-vingts, une cinquantaine de pays sont en état de surendettement prolongé.

Tous les pays latino-américains, tous les pays d'Afrique et d'Asie en sont affectés, sans exclure les pays de l'Est qui se trouvent dans une situation similaire, bien que moins dramatique. Le phénomène de l'endettement touche près du cinquième de la population mondiale. Les conséquences économiques et sociales de cet endettement prennent une allure insupportable.

Les drames humains que cette situation génère et dont les effets seront longs à effacer apparaissent à tous comme autant d'injures aux droits de l'homme et à l'idée même de la démocratie.

L'endettement clinique du Tiers Monde traduit l'inadaptation des systèmes internationaux à fournir les moyens de base au développement. *Il traduit en fait les difficultés internes de chaque pays pour engager un développement économique qui réponde à ses besoins spécifiques.*

Les récentes initiatives internationales de réaménagement de la dette n'ont guère épargné aux nombreux pays à faible revenu le fardeau paralysant qu'elle représente.

Concernant l'Afrique, le montant de sa dette varie suivant les sources : 134 milliards de dollars d'après les débiteurs au service de la Banque Mondiale, 230 milliards de dollars si l'on tient compte des dettes à court terme et des arriérés de paiement non signalés.

L'Afrique subsaharienne est devenue la zone la plus endettée du monde, privée de ses entrées en devises, accaparées dès le départ au profit de ses créanciers.

La tension à la baisse sur les matières premières et la flambée des taux d'intérêt ont ruiné ses facultés de remboursement.

Au nord du continent, de l'Égypte au Maroc, la très forte croissance démographique, la fragilité des structures économiques et le surendettement ont déjà entraîné de graves mouvements sociaux.

Les événements ayant lieu actuellement dans certains pays du continent sont révélateurs des conséquences que peut provoquer le surendettement dans un certain environnement.

Gilbert BLADONE (spécialiste d'analyses du développement), dans un article intitulé "Le F.M.I., l'ajustement structuré à la pauvreté", déclarait que les bouleversements survenus dans l'Économie internationale depuis 1971 ont affecté directement les politiques extérieures de tous les États ainsi que celles des Organisations Internationales.

Leur politique vis à vis du Tiers Monde leur pose des problèmes nouveaux, notamment celui de l'endettement accéléré du Tiers Monde, qui passe de cent millions de dollars annuels en 1970 à plus d'un milliard trois cents millions aujourd'hui.

*\*La crise de la dette reflète-t-elle l'échec des modèles de développement ?*

*\*Est-elle le symptôme d'une transformation de l'Économie générale ?*

*Il convient de rappeler que les pays industrialisés ont financé leur décollage économique grâce au crédit. Il convient aussi de souligner que le recours au crédit n'est pas condamnable en lui-même dès lors que l'emprunt sert à financer des investissements rentables.*

Mais la dette du Tiers Monde est extrêmement préoccupante. En volume, elle représente un peu plus de cent milliards de dollars de créances concentrées sur des débiteurs, qui, pour nombre d'entre eux, ne peuvent assumer le remboursement d'une dette qui est devenue un véritable piège.

*Les responsabilités de cette situation sont largement partagées. Chacun mesure, aujourd'hui, le rôle qu'ont joué les pays développés dans l'augmentation de l'endettement des pays du Sud.*

Ces types de crédits par les banques privées et les organismes publics ont souvent été faits sans discernement et sans analyser correctement la rationalité des affectations ni les capacités de remboursement.

Du côté des emprunteurs, il faut noter que les crédits ne furent pas tous consacrés au développement. Une partie des fonds a servi à financer des dépenses courantes, certains ont été gaspillés dans des équipements inutiles ou inadaptés, lorsqu'ils n'étaient pas purement et simplement détournés.

L'impossibilité de régler les échéances de leurs dettes et les besoins de nouveaux moyens de financement placent les débiteurs dans une situation de dépendance vis-à-vis de leurs créanciers, qui est plus qu'angoissante.

Les manifestations de la perte d'indépendance économique sont difficiles à maîtriser et conduisent presque fatalement à des situations dangereuses pour les institutions des pays qui les subissent.

#### **IV - DIMENSIONS POLITIQUES.**

Les premières années 1990 ont été marquées par une ouverture importante vers la reconquête des Droits de l'Homme dans certaines régions du monde longtemps tenues à l'écart de ces revendications.

La chute des régimes communistes a mis la démocratie à l'ordre du jour. Pays par pays, l'on s'arrache à la dictature, l'on retrouve le pluralisme et les élections libres.

Mais il faut se rendre à l'évidence et ne pas amoindrir la responsabilité des pays riches dans la progression de la pauvreté. Comme il serait absurde de ne pas reconnaître la part considérable de responsabilités que portent les gouvernants du Tiers Monde dans l'enchaînement de ce système.

*Très souvent, l'organisation des rapports au sein d'un pays du Tiers Monde est fondée sur une inégalité de fait entre couches sociales, inégalités consacrées par le droit interne, entraînant par-là un scandaleux déséquilibre dans la répartition des richesses, imposant une forte concentration de pouvoir politico-économique entre les mains d'une minorité privilégiée.*

Là, on touche du doigt le très grave problème de la formation des élites dans les pays du Tiers Monde. Dès lors que les problèmes du pays sont complexes, le pouvoir politique ne peut être dispensé d'une certaine vision "technicienne" qu'il emprunte aux pays riches et qui n'a guère de chances de pouvoir les résoudre.

Or la participation, indispensable à la reconstitution d'une économie nationale, ne peut être effective que si le pays pauvre cesse d'être l'instrument d'une politique qui lui est imposée, pour devenir le moteur d'une politique qu'il choisit ou qu'il adopte.

Dans les années soixante-dix, nombreux ont été les dirigeants du Tiers Monde qui ont puisé leur mode de gestion politique sur les théories qui prônaient tel volontarisme politique ou qui ont cru que des modèles importés suffiraient pour sauter les étapes historiques du développement.

Cependant, la planification centralisée et le dirigisme, souvent brutal, plaqués sur des réalités politiques, économiques, sociales et culturelles qui ne s'y prêtaient pas, ne pouvaient déboucher que sur un échec. Très souvent, porteurs du progrès qui s'élabore au "Centre", les dirigeants de ces pays adoptent des plans de développement ou des programmes politiques ou économiques qui présentent les mêmes caractéristiques.

Le "progrès" étant celui qui existe au "Centre", il faut l'importer. Ainsi se construisent, partout dans le Tiers Monde, des économies satellisées à celles des États à Économie dominante.

Par ailleurs, pour nombre de ces pays, l'État, gestionnaire de structures originellement élastiques, a souvent pour seule préoccupation "d'édicter et d'imposer une loi idéologique" non d'inciter à la réflexion, de susciter et de favoriser des initiatives, de suggérer, d'assister.

Dans certains de ces pays pauvres, les sans-scrupules ne manquent pas. Alors que des apparatchiks reconvertis aux lois du marché s'enrichissent sans vergogne, on impose aux populations des politiques d'austérité qui aboutissent le plus souvent à démotiver les agents économiques, à casser les ressorts de la croissance, à conduire les pays pauvres à s'appauvrir encore plus.

## V - EFFETS DEMOGRAPHIQUES.

Reconnaître les effets négatifs d'un accroissement rapide de la population ne signifie pas qu'il suffit d'accélérer la transition démographique pour atténuer la pauvreté.

Au mieux cela permet de gagner du temps pour traiter les problèmes du sous-développement ou les empêcher de s'aggraver.

Les projections démographiques pour l'Afrique subsaharienne sont particulièrement inquiétantes, compte tenu de la production agricole qui ne suit pas et du déficit vivrier actuel dans cette région.

Bien des recherches économiques et démographiques appuient l'hypothèse selon laquelle dans les pays à faible revenu, l'accroissement de la population empêche d'atteindre les objectifs du développement.

Dans cette optique, l'accroissement rapide du nombre de ceux qui arrivent sur le marché du travail est une source de difficultés dans ces pays.

Les prévisions les plus récentes des Nations-Unies escomptent une population mondiale de huit milliards cinq cents millions d'ici l'an 2025 et dix milliards en 2050.

En l'espace d'une génération, la population du Tiers Monde a doublé, ce qui aggrave le contexte déjà très difficile de ces pays, des répercussions en termes de contraintes, des conséquences négatives, qui dans certains cas confinent à la catastrophe.

*D'ici à la fin du siècle, la population des pays industrialisés n'aura augmenté que de cinquante six millions d'unités, soit 5,2 %, alors que celle des pays pauvres connaîtra une croissance explosive de neuf cents millions de personnes, soit 24,6 %.*

Cela génère, est-il besoin de le répéter, de grandes difficultés en termes d'emploi, d'habitat, de services sociaux, voire de subsistance.

Pour les gouvernements de ces États, cela se traduit par une augmentation des dépenses proportionnellement plus élevées : construction d'écoles, nécessité de fournir des emplois rémunérateurs, un plus grand nombre de jeunes adultes.



Un document récent publié par la Banque Mondiale affirme que si la situation ne s'améliore pas d'ici l'an 2000 "plus d'un quart de l'ensemble des habitants de l'Afrique subsaharienne connaîtront l'insécurité alimentaire".

Si l'on en juge par le rapport 1993 de la Banque Mondiale sur le développement dans le monde, le revenu des ménages "est la composante majeure de l'état de santé d'une nation donnée". Au Bangladesh, par exemple, 63 % de la population n'a pas accès aux soins médicaux. Or si l'on évoque le faible revenu par habitant dans les pays en voie de développement, la situation ne manquera pas d'avoir des répercussions considérables sur la santé de ces pays. Concernant le domaine de l'Enseignement, la demande des places dans les écoles augmente plus rapidement que la capacité budgétaire de ces pays.

## TROISIEME PARTIE

### LE PARI DU DEVELOPPEMENT AU BENEFICE DE TOUS

Le concept de pauvreté que nous traitons dans notre présent document évoque spontanément à l'esprit la notion d'inégalité : les pauvres sont ceux que défavorisent le plus l'inégale répartition des richesses.

Il y a là une constatation évidente : à savoir que les pays du Tiers Monde resteraient pauvres faute de productivité au plan économique, faute d'avoir modernisé les institutions et les esprits, tant au niveau de l'organisation sociale que des mentalités. Or une faible productivité, associée à des gains faibles, sape toute action visant à remédier à la pauvreté.

La faible productivité dans ces pays s'expliquerait d'abord par un manque de connaissances techniques, de capital, de main-d'oeuvre qualifiée, de conditions de vie propices à la croissance économique et aussi par des institutions peu favorables à la croissance économique.

Chacun de ces éléments est à la fois cause et effet.

*Il faudra donc, pour sortir du sous-développement, un plan intelligemment préparé qui porte à la fois sur les moyens d'accumuler le capital, d'améliorer la main d'œuvre, de relever*

*le niveau de vie, de maîtriser la technologie moderne.*

On n'ignore pas que les pays sous-développés peuvent être gênés par les variations du marché mondial ou par certaines mesures économiques que prennent les autres États.

Le développement devrait être conçu comme une ligne continue au long de laquelle les différentes nations interviennent.

### I - NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION NORD-SUD

Les relations entre le Nord et le Sud ont une histoire qui témoigne d'une interdépendance incontournable. C'est un jeu puissant d'intérêts mutuels. Il ménage le passé mais conditionne l'avenir.

*C'est parce qu'il y a intérêt mutuel qu'une politique de coopération Nord-Sud est possible et que son essor est nécessaire.*

Au rang des puissances industrielles, l'Europe assume une responsabilité particulière dans le développement du Tiers Monde.

Premier fournisseur des produits agricoles moyens, le Tiers Monde achète à l'Europe avant tout des produits finis.

Si la Communauté Européenne vient en deuxième position parmi les pays industrialisés comme marché d'exportation pour les pays d'Asie et d'Amérique Latine, ce débouché est décisif pour l'Afrique Noire et l'Afrique du Nord, deux régions auxquelles elle achète plus de la moitié de leurs exportations. Dans un monde où les populations du Sud croissent à une vitesse vertigineuse, l'Europe doit retrouver dans ses valeurs des ressources nécessaires, aussi bien matérielles que spirituelles pour rencontrer les valeurs des autres peuples, développer les capacités économiques et les structures sociales des pays de l'Hémisphère Sud.

La coopération et l'assistance internationale devraient être considérées comme une importante contribution à l'atténuation de la pauvreté.

*La coopération technique a un effet déterminant pour le développement.*

Dans les pays pauvres, il y a une défaillance sérieuse quant à l'évaluation des besoins réels en matière de coopération technique.

Ainsi les experts étrangers sont mal ou sous-utilisés, alors que leurs tâches doivent être de contribuer au transfert des technologies et à la formation des hommes. Dans plusieurs pays, l'échec des réformes économiques ne les a pas incités à considérer l'importance de la coopération technique ni à utiliser à bon escient les fonds qui leur sont accordés au titre de cette coopération étrangère.

Étant donné les coûts très élevés de la coopération technique des pays développés avec les pays pauvres, la meilleure façon à long terme de renforcer la rentabilité technique du processus de développement est de combler les lacunes d'ordre technique, ce qui explique, au fond, la nécessité d'une telle coopération.

Cette coopération permet en général de réduire certains types de dépendance à l'égard de la coopération technique en matière de production. Mais l'efficacité de cette coopération pour ce qui est de la réalisation des objectifs est fonction d'un ensemble de circonstances, les plus importantes étant la stabilité politique, l'engagement du gouvernement en faveur des projets et la sécurité des techniciens...

***Il faut, en conséquence, l'adapter à la situation socio-économique.***

La coopération technique peut jouer un rôle important dans l'amélioration de la qualité des ressources humaines et le renforcement des institutions.

Il est important pour les pays du Tiers Monde d'harmoniser leurs objectifs afin qu'ils puissent s'approprier intégralement le savoir-faire technologique transmis.

## **II - NECESSITE DE CHOISIR LA SOLUTION ADEQUATE**

La question qui se pose ici est de savoir quel type d'Économie pourrait être accepté, compris et animé par une société entière afin que soit atteint l'objectif de développement.

La plus ou moins grande élaboration d'une Économie nationale dépend beaucoup moins de sa

taille, que de ses structures et de la dynamique que ces dernières favorisent.

Les activités économiques devant répondre aux besoins des pays pauvres en priorité, c'est la liste de ces besoins qu'il faut d'abord établir.

Au-delà des nécessités premières (nourriture, logement, habillement...) il existe des besoins potentiels qui se manifestent très vite, des besoins nouveaux : instruction, déplacements, loisirs.

***De l'inventaire des besoins découlent celui des activités à promouvoir, à développer, à réorienter. Ces activités sont à imaginer en fonction des ressources locales, dont les conditions d'exploitation sont alors à étudier en même temps que les activités qu'elles permettent.***

Mais certaines ressources risquent de ne pas pouvoir être utilisées si leur exploitation et leur valorisation industrielles nécessitent des investissements lourds et le recours à une haute technologie.

L'exploitation des ressources naturelles et même leur valorisation en vue de l'Exportation sont sans intérêt pour un pays s'il se borne à importer les instruments nécessaires à l'une comme à l'autre, si le niveau technologique de ces instruments interdit qu'ils soient intégrables à l'Économie et à la société. Par ailleurs, la contribution d'une Économie décrochée de son contexte géographique n'est concevable que si le milieu socio-politique est difficile à mettre en oeuvre, non seulement parce qu'elle exige du bon sens et de la technicité, mais parce qu'elle implique une autodiscipline de la population.

***Il ne peut être question de préserver les cohérences économiques internes par la contrainte.***

Un type de gestion non coercitif est plus efficace qu'une réglementation purement contraignante et autoritaire.

La portée des lois dépend de la façon dont elles sont acceptées par l'ensemble de la société.

***Seul, une démocratisation des institutions peut assurer une protection à la construction économique.***

Si les gouvernements savent allier réglementation et incitation économique dans de justes proportions, les dépenses encourues pour lutter contre la pauvreté conduiront à des résultats conséquents.

D'un autre côté, et à titre d'exemple, si les experts évaluent à 3 % le taux de croissance optimal du P.I.B., que pourrait atteindre celui de l'Afrique subsaharienne ? Il n'en demeure pas moins que ce taux dépasse à peine le taux d'accroissement de la population.

Cela nous amène à repenser la question démographique qui devrait être considérée comme un aspect de la question du développement. Elle est étroitement liée à l'évolution de la société.

***Pour soulager ce handicap, les pays riches devraient encourager la libération internationale du travail, laisser libre cours aux mouvements migratoires. Le chômage ne devrait pas servir de prétexte aux mesures restreignant les migrations car il faut assouplir les marchés du travail pour stimuler la croissance.***

## CONCLUSION

Les éléments parasites prospèrent en Afrique, en Asie et en Amérique latine comme dans les pays industrialisés.

Chaque jour des mouvements sociaux très violents, des gestes de désespoir dus à la misère et aux à-coups de l'Économie mondiale nous rappellent les dangers que peut engendrer ce fléau dans le monde.

Les famines, les conflits ethniques, le terrorisme, le trafic de drogue ne sont pas des phénomènes isolés.

Si en Asie et en Amérique Latine la situation est très contrastée, puisqu'à côté de véritables pôles de développement, des pays et des régions entières s'enfoncent dans la misère et le sous-développement, en Afrique, la situation est bien plus précaire. C'est dans ce continent que la poussée démographique et le problème de la dette se sont conjugués pour réduire encore plus un niveau de vie déjà proche ou au-dessous du seuil de pauvreté absolue.

Ces nouvelles menaces exigent un développement humain durable et non pas l'acquisition d'armements encore plus puissants. L'Humanité a

beaucoup plus besoin de la lutte contre la menace grandissante de la pauvreté mondiale que de se prémunir contre des menaces d'ordre militaire qui se sont nettement atténuées avec la fin de la guerre froide.

Le devoir le plus pressant de la communauté internationale, aujourd'hui, est d'assurer une démarche solidaire, à l'échelle mondiale.

Nous estimons qu'il y a nécessairement une co-responsabilité entre gouvernements du Sud et gouvernements du Nord. Et si cette interdépendance est désormais établie et reconnue, il en découle que la pauvreté dans certaines régions du monde se présente comme une menace sur le système économique des pays développés.

La communauté internationale a les moyens d'enregistrer une croissance élevée. Si la technologie et le savoir se sont développés à un rythme sans précédent dans l'Histoire, il n'en demeure pas moins qu'il y a encore un grand handicap inhérent aux pays pauvres pour l'accès à un savoir utile et disponible.

Aussi la marginalisation de ces pays pauvres constitue-t-elle la tendance la plus inquiétante de la décennie actuelle. La libération du commerce en faveur des pays en voie de développement a des incidences importantes sur la croissance de la prospérité. Toutefois, pour que cela se produise, il est important que les pays développés leur ouvrent plus leur marché, qu'ils assurent des jeux financiers à destination des pays du Tiers Monde, au même titre que ceux qu'ils entretiennent entre les pays industrialisés eux-mêmes.

Le développement ne pose pas que des problèmes économiques et techniques ; il implique en particulier que soient éliminés tous les facteurs qui entretiennent le sous-développement.

La réunion de l'Exécutif du Fonds Monétaire International, tenue ces derniers mois à Madrid, avec la participation de 24 Ministres des Finances s'est soldée, hélas, par un échec, les pays riches n'étant pas parvenus à faire accepter par les pauvres leur proposition d'allocation limitée de ressources.

La question se pose alors de savoir s'il faut considérer le développement participatif simplement comme un moyen à court terme ou comme une véritable stratégie de croissance à long terme.

Nous estimons qu'il est grand temps de s'employer à faire plus largement admettre le principe du développement participatif en faveur des pauvres, à améliorer la qualité de l'action communautaire, de façon qu'elle contribue davantage non seulement à l'atténuation de la pauvreté à court terme, mais encore à la croissance économique à long terme.

***Par ailleurs, l'expérience a montré que les pauvres sont d'excellents emprunteurs, souvent meilleurs que les personnes plus prospères. Il n'est donc pas normal que le crédit consenti aux gens sans ressources et aux défavorisés soit financé uniquement par des dons limités et que les banques continuent à ne prêter qu'aux riches.***

Il faut envisager la question de la pauvreté dans une optique nouvelle. Les difficultés des pauvres tiennent notamment à ce qu'ils sont marginalisés, qu'ils sont isolés du mouvement général du développement, qu'ils vivent dans l'insécurité et cèdent souvent au fatalisme.

Les pays pauvres ont certes leur part de responsabilité dans cet état de fait. Bien souvent les gouvernements locaux contribuent à perpétuer l'asservissement des pauvres. Il apparaît donc nécessaire de suivre une politique plus démocratique qui fasse davantage appel à la participation de la population.

Les pouvoirs publics devraient également mettre sur pied des programmes qui favorisent la décentralisation en permettant notamment aux collectivités locales de concevoir elles-mêmes des solutions à leurs problèmes.

Telles sont les quelques réflexions et suggestions que ce vaste sujet a inspiré aux animateurs de l'AIDE.

Puisent-elles contribuer, dans leur très modeste mesure, à dégager quelques espoirs face à ***ce douloureux problème qui constitue jusqu'à présent une honte et une faillite pour notre civilisation en cette fin de millénaire.***